

Activity cycle memorandum (Activity Appraisal Document (BEMO))
(for ODA activities)

1.1 General information

Application number	4000004492
Date of receipt of application	First proposal received on 15 October 2020
Short name of application	PACAJeF
Full name of application	Projet d'Appui à l'Amélioration du Climat des Affaires pour les Jeunes et les Femmes au Burkina Faso
Description of application	<p>Le Projet PACAJeF vise à contribuer à réduire les obstacles qui freinent l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes au Burkina Faso à travers les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer les conditions préalables pour les jeunes et les femmes entrepreneurs afin de faciliter le démarrage d'une entreprise ; • Eliminer les obstacles qui désavantagent les jeunes entrepreneurs auprès des entrepreneurs/entreprises établis ; • Promouvoir des lois et des règlements afin de s'aligner sur les possibilités offertes aux jeunes ; • Faciliter l'accès/fournir l'information aux entrepreneurs en démarrage sur les lois et règlements relatifs à l'accès au financement, aux questions fiscales et aux obstacles non tarifaires ; • Soutenir les organisations qui représentent les jeunes entrepreneurs, leur donner une voix dans la prise de décision et la gouvernance.
Budget holder	OUA
Business partner	Oxfam Intermon
Business partner's number	30050332
Legal relationship	Grant
Commitment in foreign currency	1.049.531.200 XOF Project will be in XOF
Corporate rate	0,00152449
Commitment in EUR	1.600.000 Euros
Funds centre	1701U03020024
Activity start date	01-01-2021
Activity end date	31-12-2023
Contract start date	01-01-2021

Contract end date	31-12-2023
Is this a follow-up to a previous activity? (If so, provide the number of the previous activity)	N/A
Specific undertakings (State here if the activity to be financed is the result of an undertaking by a minister, an amendment by the House of Representatives or another reason. You should also state here if the activity is a fully confidential activity and should therefore be excluded from open data).	This activity is funded through an understanding with the Minister, represented by the Embassy of the Netherlands in Burkina Faso. This activity is not a confidential project, thus the information are not excluded to open data.

1.2 Information for OESO-DAC

(Please refer to the [ODA Policy Data Guide](#) to help you provide the following information.)

Aid modality	Other aid	
Donor role	Lead or active donor	
Technical assistance	10<TA<25 Between 10% and 25% of the activity budget	
Beneficiary's country/region The beneficiary country is the (OECD/DAC) country where the target group lives and/or comes from. It is the country that ultimately benefits from the activity. This is not necessarily the country where the activity is implemented.	Country (state the country concerned below) Burkina Faso	
Specified region/ countries + division of budget over those countries (in so far as this is known) Please state here the region (if relevant) and relevant beneficiary countries. Give an estimation of the part (in %) of the total budget during the full duration of the activity that can be attributed to each country. When this is (partially) unknown, you can register (part of) your activity as unspecified. This can be adjusted during the monitoring phase of the activity.	Region	(no percentage)
	Burkina Faso	100%
	Total	100%
Location within the country/ countries (be as specific as possible) When (one) country is selected for beneficiary's country/region, please state the specific location(s) here. E.g. by stating the districts and cities where the activity is taking place.	District	Centre-Nord, Sahel, Cascades regions
CRS code (1 CRS code per activity)	25030 business development	

Policy markers weighted 'principal'	International RIO markers	
	Gender	Not applicable
	Climate adaptation	Not applicable
	Climate mitigation	Not applicable
		Explain your choices in section 2.1.
	PrivSect: Private Sector Development	Principal
Policy markers weighted 'significant'	International RIO markers	
	Gender	Significant
	Climate adaptation	Not applicable
	Climate mitigation	Not applicable
		Explain your choices in section 2.1.
	WrkJng: Youth employment	Significant

2. APPRAISAL OF THE ACTIVITY

(For terms and concepts referred to in sections 2, 3, 4 and 5, see the [list of widely used terms](#))

2.1 Policy relevance (including digitalisation) and monitoring, evaluation and learning (MEL)

Au Burkina, l'offre d'emplois reste largement inférieure à la demande. L'entrepreneuriat est invoqué par les pouvoirs publics comme une clé pour résorber le problème du chômage.

Cependant, le démarrage et l'expansion d'une petite entreprise demeure un sérieux défi pour les femmes et les jeunes, en particulier pour les femmes et les jeunes défavorisés vivant dans les zones rurales et les villes secondaires. Parmi les obstacles, il y a notamment le manque d'accès à l'information, les compétences insuffisantes et inadaptées, des offres d'accompagnement et de financement non adaptées aux besoins, la difficulté d'accès à la terre et les droits de propriété, l'insuffisance de soutien pour la mise en place d'un système d'orientation et de développement d'affaires, et enfin, les obstacles administratifs. L'intérêt pour l'entrepreneuriat n'est souvent pas assorti aux compétences appropriées, parce que souvent motivé par le désir d'échapper au chômage, plutôt que par une évaluation de la demande du marché non satisfaite.

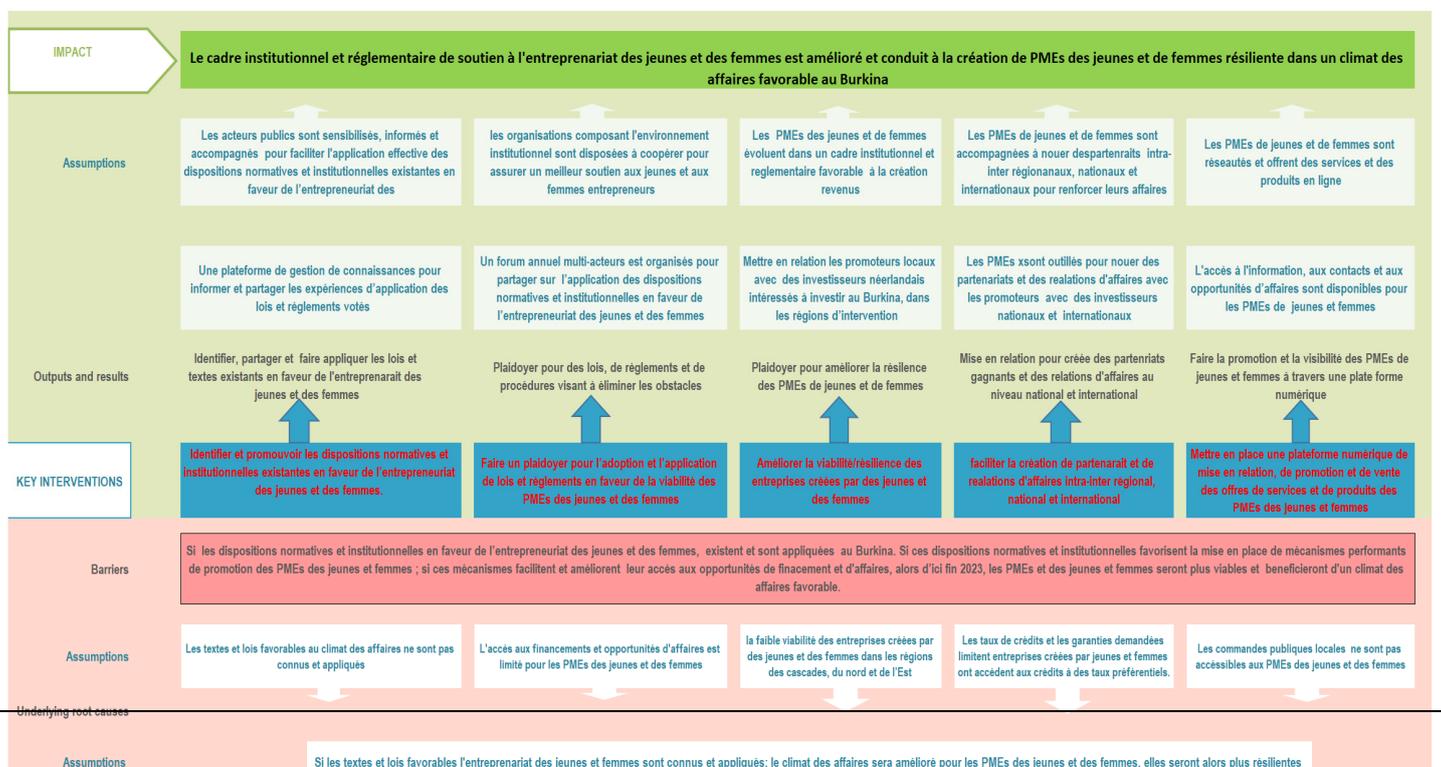
Le Projet d'Appui à l'Amélioration du Climat des Affaires pour les Jeunes et les Femmes au Burkina Faso (PACAJeF), développé par Oxfam Intermon et 3 autres organisations membres du consortium vise à remédier à ces 3 principaux problèmes qui sont la justice fiscale, la réglementation judiciaire sur le commerce et le manque de soutien institutionnel pour les start-up.

Les activités porteront essentiellement sur:

- le plaidoyer pour une justice et une équité fiscale ;
- le plaidoyer pour une application rigoureuse et ferme de la réglementation sur le commerce ;
- le plaidoyer pour la rationalisation des licences d'affaires et la simplification de leur obtention ;
- le plaidoyer pour une meilleure assistance à la création d'entreprises de jeunes et de femmes.

Le tableau ci-dessous montre les résultats attendus du projet en lien avec les objectifs, en mettant en relief les problèmes et les actions planifiées pour les résoudre.

Theory of Change - Projet d'Appui à l'Amélioration du Climat des Affaires pour les Jeunes et des Femmes au Burkina Faso (PACAJeF)



	Assessment
<p>Task</p> <p>In addition, assess the extent to which this intervention is relevant to policy.</p> <p>State how this intervention scores on the cross-cutting themes of gender, climate adaptation and climate mitigation. Ensure that this is in accordance with the policy markers selected in section 1.2.</p>	<p>Ce projet se reflète dans la stratégie pluriannuelle 2019-2022 pour la région du Sahel sous le domaine HGIS 5, Commerce durable et investissement, avec les résultats attendus suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Meilleur accès au financement / développement du secteur financier; - un meilleur accès au financement pour les jeunes entrepreneurs; - Aider les jeunes entrepreneurs à formuler des business plans et à accéder au financement. <p>Ces résultats sont en ligne avec le Policy marker PrivSct-Private Sector Development.</p> <p>Le projet relève également de HGIS 7, Social Progress et contribuera à l'emploi des jeunes, Formation professionnelle et égalité des sexes. Il est donc en ligne avec les marqueurs politiques WrkJng-Youth Employment BrpOndw et Vocational Education</p> <p>Vu que le projet s'intéresse particulièrement à l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, il est donc en cohérence avec le policy marker GlkhMV qui concerne la Promotion of equality between men and women, and women empowerment. En effet, le projet permettra d'améliorer les revenus des femmes et ainsi leur permettra de réduire l'écart entre les hommes et les femmes sur le plan économique.</p>

2.2 Problem analysis and lessons learned

2.2.1 Description

Briefly describe the following points and give reasons why they apply (insofar as relevant):

- the problem the proposed activity addresses;
- the extent to which unequal gender relations and climate change are part of the problem;
- the extent to which the activity helps to solve the problem.

Le développement de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes est un enjeu clé pour le Burkina Faso qui a entrepris plusieurs initiatives. Le nombre d'entreprises créées a connu un véritable essor ces dernières années en termes de nombre de création d'entreprises.

L'engouement pour la création et le statut d'entrepreneur est désormais présent. Néanmoins, au-delà de la facilité à créer une entreprise, la pérennité des structures créées demeure un défi important. Sur un total de 70 634 entreprises répertoriées en fin 2014, environ 41 902 (soit 59,3%) entreprises sont restées actives, soit un taux de mortalité de 40%. Cette configuration du secteur privé burkinabè traduit l'acuité des contraintes majeures que sont : les pratiques anticoncurrentielles, le taux de taxation, l'administration fiscale, l'accès à/et le coût de la finance, l'incertitude des politiques et la stabilité macroéconomique.

A cela s'ajoutent les disparités dues au genre. En effet, les femmes qui occupent plus de 60% des activités de production sont moins de 10% à détenir une entreprise formelle. En 2012, sur près de 51 580 entreprises formellement constituées Burkina Faso et enregistrées dans le fichier NERE, seulement 4 527 (8,87%) sont associées à des promoteurs de sexe féminin.

Les attitudes sociétales et les normes sociales empêchent les femmes d'envisager la création d'entreprise, tandis que des obstacles systémiques liés à l'environnement des affaires font que de nombreuses femmes entrepreneurs, qui arrivent à passer le cap de la création, restent confinées à de très petites entreprises opérant dans l'économie informelle. Cette situation limite non seulement la contribution économique des femmes à l'épanouissement de leurs familles, mais restreint également leur vrai potentiel de contribuer au développement socioéconomique du pays.

A cette disparité sexospécifique s'ajoute celle liée à la localisation géographique. En effet les régions du centre et des hauts bassins s'accaparent la grande partie des entreprises formelles, celles du Nord, de l'Est et des Cascades, identifiées comme zone d'intervention ont des pourcentages encore plus faibles.

L'analyse de la situation de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes dans les zones d'intervention du Projet PACAJEF a permis d'identifier les problématiques suivantes :

- Les jeunes et les femmes ont un accès difficile à la ressource financière et aux services non financiers adaptés à leurs besoins ;
- Le poids de la fiscalité liée au fonctionnement des entreprises grève les résultats des entreprises, empêchant les jeunes et les femmes de prospérer ;
- La timidité dans l'adoption et/ou l'application de lois, règlements et politiques de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et les femmes.

2.2.2 Appraisal

Assess the project's contextual analysis in the table below. If certain criteria do not apply, explain why.

Task	Appraisal (Yes/No, plus reasons):
Assess the quality of the contextual analysis.	
The proposal and the contextual risks (see section 4) have been agreed with the mission(s) concerned.	Yes,

	<p>L'analyse du contexte fait ressortir les difficultés liées à l'entrepreneuriat durable, les disparités de genre et de régions. Le projet compte s'appuyer le cadre institutionnel et réglementaires existents, pour contribuer à lever les difficultés qui sont liées à l'accès au financement, aux poids de la fiscalité et l'absence de lois spécifiques plus favorables à l'entrepreneuriat des Jeunes.</p> <p>Le proposal a été discuté avec RVO et EKN durant la phase d'élaboration.</p>
<p>The proposal is based on a careful and thorough contextual analysis (including a gender analysis) that results in a logical problem definition and objective.</p>	<p>Yes,</p> <p>Une analyse profonde des contraintes liées à l'entrepreneuriat des jeunes, et plus spécifiquement de l'entrepreneuriat des femmes a été menée par RVO à travers le cabinet de consultation Cross Wise Work (CWW). Parmi les contraintes on note le manque d'information sur l'environnement des affaires, le manque de cadre légal pour promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes, la « mort précoce » des entreprises des Jeunes et des femmes par manque de financement, le manque d'interaction entre acteurs locaux, les débutants, et les entrepreneurs professionnels. Le proposal est basé sur cette analyse contextuelle. C'est ainsi que les objectifs du proposal concernent l'identification des dispositions normatives et institutionnelles existantes en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, le plaidoyer pour l'adoption et l'application de lois et règlements en faveur de la viabilité des PME des jeunes et des femmes et l'amélioration de la viabilité/résilience des entreprises créées par des jeunes et des femmes.</p>
<p>Based on the problem formulated, the proposal explains in a logical manner why the intervention is aimed at the specified geographical location.</p>	<p>Yes,</p> <p>Les régions du Centre-Nord, Sahel et des Cascades ont été ciblées car l'analyse du contexte a montré l'accès limité des jeunes et des femmes aux ressources financières.</p>
<p>The proposal justifies the choice of target group and the target group's gender-specific interests and needs.</p>	<p>Yes,</p> <p>Le groupe principe se compose des institutions qui doivent contribuer à faciliter les procédures de création, la formalisation, la gestion de la fiscalité et l'accès aux marchés pour les entreprises créées par les Jeunes et les femmes qui constituent le groupe secondaire.</p>
<p>The proposal sets out which relevant actors were involved in formulating the proposal and what influence they had on its content.</p>	<p>Yes,</p> <p>Les Jeunes et les femmes étant les cibles principales du Projet, l'analyse du contexte a pris en compte les données socio-économiques relatives aux femmes/filles et jeunes</p>
<p>A stakeholder analysis (incl. women and young people) has been carried out and the results incorporated into the proposal.</p>	<p>Yes,</p>

	Les Jeunes et les femmes étant les cibles principales du Projet, l'analyse du contexte a pris en compte les données socio-économiques relatives aux femmes/filles et jeunes
Insights and lessons learned from the following sources have been used in formulating the proposal: <ul style="list-style-type: none"> previous or comparable activities published evaluations relevant publications (academic, online, etc.). 	Yes, Le proposal comprend des références d'évaluation mais qui ne relèvent pas d'études effectuées par le partenaire.
In the case of technological solutions: <ul style="list-style-type: none"> the added value and risks associated with the solution(s) have been considered carefully the most efficient technology has been chosen the technology has been developed with the users to reach a diverse user group an analysis of the local digital ecosystem (strengthening existing system, no duplication and not standalone). 	Yes, La principale technologie qui sera utilisée concerne la mise en place d'une plateforme numérique d'échange et de partage d'expérience entre entrepreneurs. Un système de e-régulations est aussi envisagée en partenariat avec la maison de l'entreprise. Il s'agira de renforcer ce système existant, au lieu de créer une autre plateforme,

2.3 Cooperation, harmonisation and added value

Task	Description
Briefly describe: <ul style="list-style-type: none"> whether the proposed activity involves cooperation with, for example, Dutch organisations, other donors, local organisations or other parties; how this cooperation contributes to harmonisation, complementarity, joint financing, delegated cooperation (silent partnership) and multidonor financing; the added value of the activity in relation to other activities by donors, NGOs and local authorities. 	Le Projet PACAJeF collaborera avec les structures suivantes pour garantir le succès du projet : <ul style="list-style-type: none"> - Assemblée Nationale : dispose d'une influence élevée dans le projet dans la mesure où les députés seront sollicités pour voter des lois favorables à l'environnement des entreprises créées par les jeunes et les femmes ou pour réviser les lois déjà adoptées qui comportent beaucoup de contraintes pour les PME ; - Les ministères : chargés d'appliquer les lois et textes pris pour la promotion des PME/PMI des jeunes et des femmes. En particulier le ministère en charge des finances a une grande influence dans l'octroi des subventions ou des avantages fiscaux qui seront accordés aux entreprises des jeunes ; - La maison de l'Entreprise et la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso ; - L'Agence burkinabè des Investissements ; - L'Agence de Financement et de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises (AFP-PME) : En effet, l'AFP-PME est un Etablissement Public de l'Etat (EPE) créé par l'Etat du Burkina Faso avec comme mission principale de contribuer au développement du secteur privé par le soutien à la promotion d'une dynamique entrepreneuriale et à l'émergence d'un tissu de petites et moyennes entreprises (PME) burkinabè viables et compétitives. Disposant d'un incubateur, elle peut soutenir le plaidoyer en apportant des évidences par rapport aux propositions de réformes qui viendraient à être proposées ; - La Fédération Burkinabè des Structures d'Accompagnement à l'entrepreneuriat Innovant (SAEI-Burkina) : avec pour objectif de favoriser un climat des

affaires propice au développement d'entreprises innovantes au Burkina Faso ;

- BeoogoLAB est un startup Studio qui assure la Présidence de la Fédération burkinabè des Structures d'Accompagnement de l'Entrepreneuriat Innovant ;
- The Netherlands-African Business Council est une organisation de facilitation du commerce et des investissements en l'Afrique, basée aux Pays-Bas. NABC exécute plusieurs programmes pluriannuels qui ciblent le développement du secteur privé et le renforcement du secteur privé en Afrique. NABC travaille sur le développement du secteur privé au Sahel (Mali, Niger et Burkina Faso) depuis 2013 ;
- Les Banques et microfinances ;
- Le CEDRES : Institution de recherche dans le domaine économique, le CEDRES interviendra dans le projet à travers la réalisation d'un certain nombre d'études afin de fournir des données/informations de qualité qui vont alimenter notre plaidoyer vers les différentes cibles.

Les collectivités locales : elles seront renforcées et outillées pour faciliter la mise en application des dispositions normatives et institutionnelles existantes en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes au niveau local.

Media –journalistes et bloggeurs : ils ont un rôle important dans la promotion des PME/PMI mises en place par le projet à travers la diffusion des informations sur elles d'une part et dans la conduite des actions de plaidoyer envers les cibles. Le projet contribuera à la sensibilisation sur les PME (réalisations, contraintes, difficultés rencontrées, solutions développées, etc.) en impliquant les médias, contribuant ainsi à nos objectifs de plaidoyer.

Harmonization and complementarity:

Plusieurs initiatives existent dans le domaine de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes avec pour la plupart un fort focus sur le renforcement de l'esprit entrepreneurial. Le Projet PACAJeF se référera aux initiatives qui tiennent compte de l'environnement des affaires. Il s'agit de :

- La création d'un service dédiée aux jeunes et aux femmes d'affaires au niveau de la Direction de l'Animation Économique (DAE) pour contribuer à la mise en place d'instruments assurant la promotion et l'organisation des activités des acteurs concernés ; collecter et analyser les informations sur l'environnement des cibles concernées et faire des propositions d'amendement à la réglementation des affaires dans le but d'une amélioration du climat des affaires ;
- La mise en place d'une commission de la promotion de l'entrepreneuriat féminin (COPEF) qui est un cadre de réflexion sur l'entrepreneuriat féminin de façon globale, réunissant des femmes entrepreneures et des techniciens de la chambre de commerce, de l'Agence Burkinabé des Investissements (ABI) et de l'Agence de Financement et de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises (AFP-PME). Elle fait des

propositions à l'endroit du Bureau consulaire pour une prise en compte effective des aspirations des femmes d'affaires ;

- L'animation d'émissions radio télévisés pour promouvoir les entrepreneurs et partager leurs expériences sur des thématiques et des défis auxquels ils sont confrontés, dans le but de susciter un changement
- L'animation d'un site internet exclusivement dédié à l'entrepreneuriat féminin qui a pour vocation de créer un guichet virtuel d'informations, de constituer un répertoire des structures œuvrant dans la promotion de l'entrepreneuriat féminin (entreprises, associations, ONG, institutions nationales et internationales, etc.), de constituer un fonds documentaire (textes, lois et réglementations, fonds d'appui) en rapport avec l'entrepreneuriat féminin et de le mettre à la disposition du grand public, de vulgariser les manifestations (ou évènements) à caractère féminin pour permettre à toutes les femmes qui désirent entreprendre ou consolider leur entreprise, d'avoir des informations sur les services offerts et les initiatives en matière d'entrepreneuriat féminin ; et enfin de stimuler ou susciter l'esprit entrepreneurial chez les filles et les femmes. C'est un site web destiné au grand public, mais en particulier aux femmes et accessible à l'adresse : www.femmeentrepreneur.bf
- Une collaboration avec la Maison de l'Entreprise permettra de créer un système intégré à travers la plateforme E-Régulation pour préserver la durabilité de cette action du projet PACAJEF.
- L'accompagnement à la structuration des organisations professionnelles de jeunes chefs d'entreprises : « Plateforme d'Echange des Jeunes Entrepreneurs (PLAJE) » qui vise à créer un espace plus formel d'échanges et de coopération active au service du secteur privé juvénile burkinabè.

Le Projet PACAJeF va aussi créer des synergies avec deux autres programmes de développement du Secteur Privé qui sont le Projet Cultivons l'Entreprise (CLE) porté par Tanager International et le Projet Dry More porté par Advance Consulting. Un travail de facilitation sera engagé par l'Ambassade pour une synergie et une durabilité.

Added Value:

La Valeur ajoutée du projet PACAJeF est la pertinence des acteurs du consortium qui garantit une durabilité des actions qui seront engagées et des résultats, comme les plateformes régionales et nationales, les lois qui seront favorables à plusieurs générations de Jeunes.

2.4 Channel and aid modality (including alignment)

Task	Description
<p>Briefly describe:</p> <ul style="list-style-type: none"> • whether the aid modality selected is appropriate and why; • whether the degree of (financial and policy) alignment is substantiated; see the MACS risk analysis; • whether the aid modality/channel has been chosen on the basis of a consideration of the available options; • whether there is any contribution or co-participation from the recipients, and explain the level of co-participation. 	<ul style="list-style-type: none"> • <i>aid modality / channel</i> <p>Le financement sera assuré par Le Ministère Neerlandais des Affaires Etrangères à travers un contrat de partenariat avec Oxfam Intermon qui est une ONG internationale.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>financial and policy alignment is substantiated; see the MASP risk analysis;</i> <p>Ce projet est en adéquation avec la stratégie MARS des Pays Bas pour le Sahel et de la Stratégie Education et Emploi de l’Ambassade des Pays Bas au Burkina Faso pour la période 2019-2023 in the Sahel and particularly for Burkina Faso. Il est notamment en cohérence avec le domaine d’intervention HGIS 5, Sustainable trade and Invest avec les résultats attendus suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Improved access to finance/ financial sector development; - improved access to finance for young entrepreneurs; - Support young entrepreneurs to formulate business plans and access to finance <p>In Addition the project is in line with the HGIS 7, Social Progress au regard de son volet Employabilite et autonomisation de la femme.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>whether there is any contribution or co-participation from the recipients (explain the level of participation).</i> <p><i>The total project budget is EUR 1,905,912 . The planned fundings are:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>EKN BF subsidy: Euros 1 600 000</i> <p>La contribution de Oxfam Intermon et des autres membres du consortium sont évalués en nature et en especes.</p>

2.5 Monitoring (for details, see the MEL guidelines)

Task	Description
<p>Briefly describe:</p> <ul style="list-style-type: none"> • whether there is sufficient time and capacity available for monitoring and learning; • whether the relevant BZ Theories of Change and results frameworks have been communicated to the implementing organisation and whether these align with BZ standard indicators; • whether the Theory of Change/intervention logic/logframe for the activity has been set out in sufficient detail in terms of inputs, outputs, outcomes, assumptions and context variables; • how the implementing organisation will organise the monitoring and whether the implementing organisation will deliver a separate MEL plan. 	<p>Les indicateurs sont bien formulés à deux niveaux: au niveau des activités et au niveau des extrants. Les indicateurs doivent être formulés au niveau des produits et / ou des résultats. Un cadre juridique et réglementaire opérationnel qui attire et accompagne les jeunes femmes entrepreneurs est le principal résultat d’impact du projet.</p> <p>La phase préparatoire du projet permettra de conduire et une étude de base et d’affiner encore les indicateurs avec des données de références.</p> <p>La théorie de changement est claire et cohérente. Le cadre logique est bien détaillé.</p> <p>Un mécanisme de suivi évaluation est établie entre le lead du consortium et les autres partenaires pour permettre un bon suivi du projet. Des évaluations a mi-parcours et finale</p>

sont prévues afin de mesurer l'atteinte des résultats et de favoriser l'apprentissage

2.6 Evaluation ([click here for the quick reference guide](#)) (for details, see the MEL guidelines)

Task	Description
<p>Describe briefly:</p> <ul style="list-style-type: none">For activities:<ul style="list-style-type: none">- worth EUR 5 million or more; or- of strategic importance; or- involving political risks/interests; or- for which evaluation has been agreed with parliamentwhether the implementing organisation has been informed about the MANDATORY FINAL EVALUATION and the procedure BZ follows in this regard;whether it has been agreed to include specific questions in the final evaluation. State the questions here. <p>For all other activities, briefly describe:</p> <ul style="list-style-type: none">whether an evaluation or mid-term review will take place and, if so, when.whether sufficient budget has been set aside and whether there is a timetable to ensure the evaluation procedure starts on time;who is going to organise the evaluation - this can be BZ or the implementing organisation that hires an evaluator;whether it has been agreed to include specific evaluation questions in the final evaluation.	<p>N/A, la valeur du contrat est de 1.049.531.200 approx 1.600.000 Euro.</p> <p>Bien que cela ne soit ne soit une exigence, des évaluations auront lieu. Un manuel de suivi-évaluation sera élaboré pour définir la périodicité des rapports, les rôles et responsabilité de chaque acteurs, les délais de soumissions, etc. Une étude de référence (Baseline) sera conduite pour parfaire le cadre logique, une évaluation à mi-parcours aura lieu et enfin il y aura une évaluation finale. Une newsletter est prévue pour donner plus d'information et d'image a tous les acteurs et partenaires du projet.</p>

5. Implementation and agreements

5.1 Budget

Involve your colleagues from the Control Unit or FSO in drawing up this section.

Le montant de la subvention s'élève à 1 600 000. Les partenaires contribuent à hauteur de 305 912 euros et cela porte essentiellement sur l'achat de motocyclettes, l'entretien des véhicules, les frais de fonctionnement, et une partie des salaires du personnel.

5.1.1 Breakdown of costs

This is a difficult section for some people. Be sure to involve your Control Unit, work together and look at the submitted budget carefully. State what the total costs are of the activity and overheads. Indicate the various cost centres (activities and outputs) in the rows and cost types (e.g. staff, equipment, etc.) in the columns. If this information has been provided in enough detail as part of the project proposal, this section does not need to be completed. [Click here for the quick reference guide.](#)

Activités	Montant total	Pourcentages	2.021	2.022	2.023
Identifier et promouvoir les dispositions normatives et institutionnelles existantes en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes	228.275.450	32,70%	97.824.860	56.290.160	74.160.430
Résultat 2 : Les PME des régions d'intervention du projet sont priorisées dans les commandes publiques locales	69.838.000	10,00%	35.398.000	17.970.000	16.470.000
Améliorer la viabilité/résilience des entreprises créées par des jeunes et des femmes dans les régions des cascades, du Sahel et du Centre Nord	300.558.300	43,06%	94.597.467	111.239.367	94.721.467
Gestion de projet	99.384.500	14,24%	26.158.167	29.663.167	43.563.167
TOTAL ACTIVITES	698.056.250	66,51%	253.978.493	215.162.693	228.915.063
TOTAL RESSOURCE HUMAINE+ FONCTIONNEMENT	262.264.798	24,99%	94.637.763	83.813.518	83.813.518
Coûts indirects (8,5%)*	89.210.152	8,50%	29.736.717	29.736.717	29.736.717
TOTAL SUBVENTION AMBASSADE	1.049.531.200	83,95%	378.352.973	328.712.928	342.465.298
TOTAL SUBVENTION EURO	1.600.000		576.795	501.120	522.085
CONTRIBUTION CONSORTIUM	305.912	16,05%	104.156	100.878	100.878
TOTAL BUDGET PACAJEF	1.905.912	100,00%	680.951	601.998	622.963

* Comment JCTRL: incorrect calculation of overhead (over bruto amount). Overhead is calculated over net amount, thus 9.3%. After discussion with BAM CTRL agreed that 9.3% is acceptable.

5.1.2 Financing

The aim of this section is to provide better insight into the activity's financing. Indicate the total costs and envisaged inputs of the activity. Use the overview below. If there are multiple donors, state each donor's contribution.

Total budget	<i>Euros 1,905, 912</i>	
Implementing organisation's and partners' own contribution	Euros 305 912	
Firm commitments by other donors (itemise by donor)	<i>0</i>	
Dutch contribution	<i>Euros 1,600,000</i>	
Still to be financed		<i>0</i>
Soft commitments by other donors		<i>0</i>
Uncovered balance		<i>0</i>
Evaluation costs If you are planning to carry out an evaluation on the activity, provide an estimate for these costs.	<i>N/A</i>	

5.1.3 Other contributions

Task	Description
State what other – non-financial – contributions are relevant to implementation of the activity, such as deployment of volunteers, availability of buildings, materials, etc.	Oxfam Intermon et les autres membres du consortium mettront à contribution leurs mobiliers et immobiliers, en plus de la contribution financière apportée

5.1.4 Budgetary risks

Task	Description
If there is an uncovered balance, state how this will affect implementation of the activity (e.g. proportional reduction in outputs or omission of regions) and how this will affect the decision whether to fund this activity.	NO

5.1.5 Statement on the budget presented

The budget presented does/does not satisfy the following requirements:

Budget is arithmetically correct	YES
Overheads are proportional to the outputs to be delivered. Please note: What is included? What is recharged? Are costs entered twice (e.g. as indirect costs and in the administrative cost allowance)?	YES
Are the other amounts/rates in the budget acceptable in relation to the activity?	YES
Is the budget suitable as a management tool (linking of outputs – budget)	YES
Implementation is conditional on budget being amended*	NEE

*** Specify the requirements that the budget must satisfy and the date by which the budget must be amended.**

Task	Description
Briefly describe any anomalies that were identified when assessing the budget and any changes made to the budget as a result.	The Netherlands is the only donor and Oxfam Intermon will do an inkind contribution, which they initially forgot to include. During the assessment of the budget, we add some issues related to the indirect cost percentage. Oxfam intermon asked 8,5%, but this was over the total project amount of 1.600.000 euro, not the net amount. Finally accepted the percentage for indirect cost is at 9,3%

5.2 Prepayments

5.2.1 Earmarking multi-donor activities

Task	Description
Is the Dutch contribution to the programme earmarked (i.e. reserved for a specific purpose)? If so, specify the reasons why. Are other donors' contributions earmarked? If so, explain how this will affect reporting.	N/A The Netherlands is the only donor

5.2.2 Prepayment/no prepayment

Task	Description
Using the prepayment decision tree , assess whether the payments need to be entered as prepayments and give reasons for this. Give the outcome of this assessment along with a brief explanation in this section. <i>In the case of lump sum funding, assess this against the applicable criteria and give the reasons for your choice.</i>	Prepayment Description <i>Les paiements seront des prépaiements. Chaque demande pour un prépaiement doit être accompagné avec une liquidity forecast formulaire.</i>

5.2.3 Grant with a repayment obligation, loans, equity investment or guarantee

Task	Description
Does the Dutch contribution take the form of a grant with a repayment obligation, a loan, an equity investment or a guarantee (either in whole or in part)? Are there revolving funds? What will happen to any residual funds?	N/A revolving funds Yes the Dutch contribution is a grant. At the end of the project, any remaining funds will be returned.

If so, briefly set out the consequences for accounting and how correct processing in the financial records will be ensured.

5.2.4 Accounting for prepayments

Task	Description
Set out the reporting obligations on the basis of which the prepayment can be closed, such as an audit report (if applicable) or a financial statement issued by the organisation itself.	Les prépaiements se feront sur la base des plans annuels et des rapports techniques et financiers, ainsi que des rapports d'audits approuvés.

5.2.5 Payment schedule

Use the [payment schedule decision tree \(click here for the quick reference guide\)](#) to determine the required payment frequency for this activity. Give the outcome of this assessment along with a brief explanation in this section.

Milestone payment date	Milestone payment currency and amount
Size of first payment : Après signature	378.352.973 XOF
Date of next payment: Mars 2022	328.712.928 XOF
Date of next payment: Mars 2023	289.988.738 XOF
Date of next payment: 30/06/2024 après soumission du rapport final et du rapport d'évaluation finale	52.476.561 XOF
TOTAL	1.049.531.200 XOF (approx. € 1,600,000)

5.3 Monitoring

For activities that fall under a framework agreement (UN, IFI) or when a multi-donor arrangement is in place, the activity analysis decision tree and the decision tree for determining the type of audit opinion can be skipped.

Le suivi est fait à travers les rapports IATI, la participation au comité de pilotage, les rapports annuels financiers et narratifs.

Oxfam Intermon publiera les informations sur le site IATI, garantissant ainsi la transparence et la redevabilité financière. De plus, des rapports annuels financiers et narratifs seront fournis par Oxfam Intermon et analysés par le Policy Officer avant les débloquages des fonds.

5.3.1 Substantive and financial reports

Task	Description
Use the activity analysis decision tree (click here for the quick reference guide) to determine the required reporting information for this activity. Give the outcome and a brief explanation in this section.	Le suivi est fait à travers les rapport IATI, la participation au comité de pilotage, les rapports annuels financiers et narratifs.
Task	

Set out any issues requiring special attention in terms of monitoring.

* Recipients of grants up to EUR 125,000 that fall under the Uniform Grant Framework (USK) must submit activity completion statements (P statements) rather than narrative reports.

In the event of additional criteria: specify what conditions must be set (e.g. greater payment frequency, substantive criteria, etc.). Indicate whether there is another way of gaining insight into the activity's implementation (e.g. participating in the board or the donor committee).

5.3.2 Audit opinions

<u>Task</u>	Description
<p>Use the type of audit opinion decision tree (click here for the quick reference guide) to determine whether an audit opinion is required for the activity. Briefly give the reasons in this section, along with the outcome of the decision tree. Will the auditor provide additional reports? Check the risks you set out in the risk section above. It may be desirable to have the audit opinion accompanied by an additional auditor's report on the risks set out above. You should ask your Control Unit for advice.</p> <p>If the organisation itself also makes prepayments you should ask the organisation's auditor to report on effective monitoring that the organisation carries out on prepayments.</p>	<p>Des audits seront conduits sur une base annuelle.</p> <p>Although Oxfam Intermon a respectable organisation seems to be, and with backup from Oxfam Novib, we anyway insist on getting an annual audit. Oxfam Intermon Burkina is just a local organization and we didn't work with them together and the contract amount is considerable.</p>

5.3.3 Annual plans and other reports

<u>Task</u>	Description
<p>State whether any other reports (annual plans, management assertions) are required in addition to the above narrative and financial reports.</p>	<p>Un planning annuel des activités sera fourni par Oxfam Intermon.</p>

5.3.4 Reporting obligations

Set out the reporting requirements in the table below, to ensure they are accurately incorporated in the decision/agreement. Use the [activity analysis decision tree \(click here for the quick reference guide\)](#) to determine the required reporting information for this activity

Type	Any specific requirements*	Period	Submission
Annual plan	<p>Annual plan</p> <p><i>Partner to provide an annual detailed plan including an annual budget before the first instalment. The first plan will include the inception phase and the year 1 activities.</i></p>	<p><i>01/21-12/21</i></p> <p><i>Update:</i></p> <p><i>07/21-12/21</i></p> <p><i>01/22-12/22</i></p> <p><i>01/23-12/23</i></p>	<p><i>In proposal</i></p> <p><i>01/06/21</i></p> <p><i>01/11/21</i></p> <p><i>01/11/22</i></p>
Baseline study	<p><i>Baseline study</i></p> <p><i>To be carried out during the inception phase</i></p>	<p><i>01/21-06/21</i></p>	<p><i>31/07/2021</i></p>

IATI publication*	Narrative IATI*	<i>IATI reports will be published every 3 months Oxfam Intermon</i>	
Narrative report**	Narrative* Annual narrative progress reports and an inception phase report will be provided, stating the progress towards the results, the lessons learnt, the difficulties and the suggested solutions.	<i>2/21-12/21 1/22-12/22 1/23-12/23</i>	<i>31/03/22 31/03/23 31/03/24</i>
Financial report		<i>01/21-12/21 01/22-12/22 01/23-12/23</i>	<i>31/03/2022 31/03/2023 31/03/2024</i>
Final narrative report***		<i>01/21-12/23</i>	<i>31/04/2024</i>
Final financial		<i>01/21-12/23</i>	<i>31/04/2024</i>
Audit		<i>01/21-12/21 01/22-12/22 01/23-12/23</i>	<i>31/04/2022 31/04/2023 31/04/2024</i>
Evaluation report****		<i>01/21-06/22</i>	<i>30/09/2022</i>
Others to be included			

* An IATI publication in accordance with the IATI standard, as set out in the BZ publication guidelines.¹ The IATI Standard recommends data to be updated at least once a quarter. The ministry appreciates it if IATI data are regularly kept up to date. Legally, partners are required to update their IATI publication at least once a year, in order to allow for the annual assessment of the progress of the activities.
If applicable: describe any specific requirements or documents that should be added to the IATI publication (e.g. short narrative reports, Theory of Change, program documents, evaluation report, ...), certain results or standard indicators.

** Narrative report: reports on the contributions by third parties (inputs), outputs, outcome, sustainability and the spending of the Dutch contribution in accordance with the latest approved budget. If the partner provides a full IATI publication on the activity, the narrative report can be limited to those elements that cannot be availed in public, or cannot be expressed in the IATI standard. Please indicate whether the narrative report is submitted as a document in IATI or by email.

*** See also the results given in section 5.3.1; if any additional criteria are desirable, insert them here. Please indicate whether the final narrative report is submitted as a document in IATI or by email.

¹ <https://www.government.nl/documents/publications/2015/12/01/open-data-and-development-cooperation>

**** Only include evaluation report as a reporting obligation if responsibility for carrying out the evaluation falls to the business partner. In that case, BZ must approve the ToR in advance. Evaluations costs should be part of the activity budget. Please indicate whether the evaluation report is submitted as a document in IATI or by email.

<u>Task</u>	Description
In case a waiver is given for an IATI narrative report for activities worth EUR 250,000 or more (click here for the quick reference guide), explain why. Also describe what has been agreed with the organisation in terms of implementation and what needs to be included in the contribution agreement or grant decision in this regard.	Un accord a été établi entre Oxfam Intermon et Oxfam Novib pour l'assurance qualité du projet, le suivi et le reporting ainsi que la facilitation des échanges entre entrepreneurs burkinabè et entrepreneurs néerlandais.